

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRAGRO APPROS SAS

Lieu-dit :Les Bois
BP N 10
18310 Genouilly

Références : -

Code AIOT : 0010007776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement TERRAGRO APPROS SAS implanté Lieu-dit :Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite aux visites réalisées sur l'année 2024 :

- 17/04/2025 : les constats de cette visite ont fait l'objet de retours de l'exploitant les 12/07/2024 et 18/11/2024.
- 04/06/2025 réalisée dans le cadre d'un exercice POI. Les constats de cette visite n'ont pas fait l'objet d'un retour de la part de l'exploitant, malgré des courriels de relance du 16/10/2024 et du 12/11/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRAGRO APPROX SAS
- Lieu-dit : Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly
- Code AIOT : 0010007776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Activité de négoce de produits phytosanitaires

Établissement autorisé par arrêté préfectoral (AP) du 25 avril 2007.

Établissement SEVESO seuil bas classé au titre de la rubrique 4510 (produits dangereux pour l'environnement).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- AN25 Travaux et points chauds
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Compatibilité des produits stockés sur rétention	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rédaction d'un POI	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Contenu et mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Procédure du POI	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Fréquence des exercices POI	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Dimensionnements des rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
8	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électriques	article 7.3.3			
9	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Existence d'une liste des éléments importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Liste des équipements soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Nature et présence d'émulseurs	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.2 et 7.7.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Arrêté ministériel (AM) du 04/10/2010 - article 50 :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>AP du 25/04/2007 - art.7.2.1:</p> <p>[...]</p>

L'exploitant tient à jour un état des stocks, comportant : la désignation de chaque produit, la nature de la matière active, les caractéristiques de risque en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, la quantité présente et la répartition des produits par famille dans le dépôt (sans caractéristique de dangerosité particulière, toxiques, inflammables, comburants).

Cet état doit être disponible à l'extérieur des locaux de stockage à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Visite d'inspection précédente du 04/06/2024 :

L'état des stocks que l'exploitant a extrait à des fins de gestion de crise présente les numéros des rubriques de la nomenclature ICPE, leurs intitulés et les quantités stockées. Il ne permet d'identifier ni la nature des produits ni les mentions de dangers associées.

Aucun format synthétique pour la communication n'est disponible.

Constat du 04/06/2024: l'état des stocks disponible sur site n'est pas conforme aux attendus de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (art.50) et à ceux de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 25/04/2007 (art.7.2.1).

Présente visite d'inspection :

L'exploitant précise n'avoir réalisé aucune modification du format de son état des stocks.

Le constat de la visite d'inspection du 04/06/2024 est donc maintenu.

L'inspection insiste sur le fait que l'article 50 de l'arrêté du 4/10/2010 est applicable depuis le 1er janvier 2022.

Constat : l'état des stocks disponibles sur site n'est pas conforme aux attendus de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (art.50) applicable depuis plus de 3 ans. Par ailleurs il est également non conforme à l'article 7.2.1 de l'arrêté d'autorisation du site du 25/04/2007.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Compatibilité des produits stockés sur rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024: Des produits incompatibles sont stockés sur une rétention commune dans le bâtiment de stockage des produits phytosanitaires.</p> <p>Dans sa réponse du 12/07/2024, l'exploitant présente des éléments de justification de compatibilité des produits présents sur la même rétention mais sans en présenter les justificatifs (FDS = fiches de données de sécurité notamment). Par ailleurs, la justification fournie s'appuie essentiellement sur l'arrêté d'autorisation de l'établissement.</p> <p>En réponse l'inspection a précisé que l'antériorité du site ne lui permet pas de ne pas appliquer les règles de stockage figurant dans les FDS ou dans des réglementations plus récentes et plus contraignantes qui lui seraient applicables.</p> <p>Dans sa réponse complémentaire du 18/11/2024, l'exploitant a précisé qu'il se tournerait vers son bureau d'étude pour apporter une réponse. Aucune date n'est fournie à l'inspection.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant précise qu'il a étudié les incompatibilités entre acides forts et bases fortes et mis en évidence des incompatibilité dans son stockage pour plusieurs des produits entreposés. La nature et la quantité précise concernée n'a pas été précisée par</p>

<p>l'exploitant. Néanmoins il a expliqué que plusieurs palettes étaient concernées.</p> <p>L'inspection précise que les incompatibilités ne concernent pas uniquement les acides et bases fortes, et qu'une analyse exhaustive est attendue. Par ailleurs, des consignes formalisant les modalités de stockage de ces produits incompatibles sont nécessaires.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat: l'exploitant stocke des produits incompatibles sur une même rétention et ne dispose pas de consignes formalisant les modalités de stockage de ces produits incompatibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Rédaction d'un POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant la mise en service de l'établissement. [...]</p> <p>Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 04/06/2024: Le POI version C n'est pas à jour des</p>

modifications réalisées sur le site et s'appuie sur une étude de dangers qui date de 2006.

Lors de la visite du 20/03/2025, l'exploitant précise qu'il est en train de contractualiser avec la société Antara pour la mise à jour de son POI. L'objectif est de disposer d'un POI opérationnel au plus tard en fin d'année 2025.

A l'issue de la visite, il fournit la proposition commerciale datée du 21/03/2025.

Dans la mesure où les modifications réalisées sur l'établissement en 2024 n'impactent pas le stockage de produits phytosanitaires, le POI daté de septembre 2021 reste d'actualité.

Néanmoins une mise à jour étant attendue tous les 3 ans, les modalités de gestion des eaux sur le site ayant été modifiées et les nouveaux bâtiments disposant de panneaux solaires, l'inspection considère qu'une mise à jour en fin d'année 2025 est tardive : plus de 1 an et demi après le début d'exploitation des nouveaux bâtiments.

L'inspection rappelle par ailleurs que les éléments contenus dans le POI s'appuient sur l'étude de dangers réalisée en 2006. Compte tenu de l'ancienneté de l'étude, une analyse critique de son contenu au regard des évolutions du site voire de son environnement et des évolutions réglementaires paraît nécessaire afin de rédiger le nouveau POI.

Le constat de la visite d'inspection du 04/06/2024 n'est pas satisfait.

Constat : la fréquence de mise à jour du POI n'est pas respectée et le POI actuellement applicable sur le site ne permet pas de gérer les risques supplémentaires associés aux nouvelles installations construites en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contenu et mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI n'a pas été mis à jour à date.</p> <p>Le constat réalisé lors de l'inspection du 04/06/2024 reste d'actualité. Pour rappel :</p> <p>"Le POI version C de septembre 2021 comporte les informations attendues par l'arrêté préfectoral du 25/04/2007, cependant la prochaine mise à jour devra prendre en compte:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les évolutions du site suite au porter à connaissance déposé en 2021 et dont les travaux sont partiellement finalisés (voir point de contrôle n°1); - la fiabilisation de nombreuses informations : les équipements disponibles (lance auto propulsive, appareils respiratoires...), le réalisme des procédures (respect du code du travail, temporalité,...); - les évolutions de la réglementation et en particulier celles de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 (annexe 5 point i)). <p>Par ailleurs, plusieurs points mériteraient d'être détaillés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - modalité de communication entre les personnels exerçant les fonctions définies dans le POI; - critères amenant à demander le déclenchement du POI; - cartographie des risques. <p>L'exercice réalisé visait à simuler un incendie d'un camion à proximité des locaux de stockage des produits phytosanitaires. Malgré des premières mesures prises immédiatement (éloignement du camion, sécurisation du site...), il a été simulé une propagation de l'incendie aux locaux. En l'absence de participation des pompiers, après les premières mesures, la simulations consisté en un exercice exclusivement au poste de commandement.</p> <p>L'inspection des installations classée note lors de l'exercice, plusieurs pistes d'amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'appuyer sur les fiches produites et actions décrites dans le POI pour organiser les actions et prendre les décisions; - améliorer la mise à disposition d'informations nécessaires à la gestion de crise (étude de dangers, état des stocks, fiches de données de sécurité des substances); - formaliser les fonctions des intervenants et assurer la permanence de ces fonctions au delà du seul directeur et du responsable d'exploitation; - fiabiliser (vérification de la fermeture de la vanne du bassin de rétention par exemple) et synthétiser les informations recueillies sur l'accident et les actions menées afin de pouvoir les transmettre le plus efficacement possible aux services de secours;

<p>- contrôler l'accès au poste de commandement."</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 04/06/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : le contenu du POI présente des incohérences. Des pistes d'amélioration sont également relevées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Procédure du POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, -la formation du personnel intervenant, -l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, -l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites, - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ; -la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, -la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations

décidées.
<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/06/2024: aucune procédure ne formalise les modalités de mise à jour et la préparation du personnel et des équipements à la mise en œuvre des dispositions mentionnées dans le POI.</p> <p>L'exploitant n'a pas avancé sur ce point depuis l'inspection du 04/06/2024. Le constat de la visite d'inspection du 04/06/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : aucune procédure ne formalise les modalités de mise à jour et la préparation du personnel et des équipements à la mise en œuvre des dispositions mentionnées dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Fréquence des exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 19/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu au moins une fois tous les ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/06/2024 : Les comptes rendus des exercices POI réalisés en 2021 et 2022 sont à</p>

fournir. Un exercice POI est à réaliser au plus tôt avec les pompiers après la réception des travaux.

En l'absence de réponse sur ce point suite à l'inspection du 04/06/2024 (inspection réalisée dans le cadre de l'exercice POI réalisé en 2024), l'inspection a réinterrogé l'exploitant sur ce sujet le 20/03/2025.

Après recherche il s'avère qu'aucun exercice n'a été réalisé en 2023.

L'inspection attend donc toujours que l'exploitant fournisse le compte rendu de 2021 et 2022.

Par ailleurs, l'exploitant n'a à ce jour pas prévu d'exercice sur l'année 2025. L'inspection attend qu'une date lui soit communiqué.

Enfin l'exploitant précise que compte tenu du nouveau POI qui sera opérationnel fin d'année 2025 il se mettra en relation avec le SDIS afin de réaliser un exercice avec eux en 2026.

Constat : l'exploitant n'a pas fourni le compte rendu des exercices annuels de 2021 et 2022, aucun exercice n'a été effectué en 2023 et il n'a pour le moment pas programmé d'exercice pour l'année 2025 ainsi qu'un exercice avec les pompiers prenant en compte les nouveaux bâtiments du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dimensionnements des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des

deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024:

Une unique rétention déportée existe pour l'ensemble du bâtiment de stockage phytosanitaire. Elle est mutualisée avec la rétention des eaux d'extinction incendie.

La capacité de cette rétention à contenir et résister à l'action chimique des produits stockés est inconnue.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement des capacités de rétention du site et leur résistance à l'action chimique des produits phytosanitaires.

En réponse au constat de l'inspection du 17/04/2024, l'exploitant a fourni plusieurs réponses:

- 12/07/2024 : il s'appuie sur l'article 8.1.1.2 de son arrêté d'autorisation pour justifier le stockage de produits inflammables et corrosifs sur une même rétention.
- 18/11/2024 : l'exploitant précise que les cellules disposent de puits perdus.

L'inspection considérant que ces réponses ne sont pas acceptables et pertinentes a réinterrogé l'exploitant sur ces points en préparation et lors de l'inspection du 20/03/2025.

En particulier il avait pu être observé, lors de l'inspection du 17/04/2024, que les cellules ne

disposent pas de puits perdus, mais d'un caniveau périmétrique permettant le recueil des effluents avant envoi vers le bassin de rétention.

Il apparaît que l'étude de dangers fournie en 2006 précise certains éléments:

- la rétention du bâtiment est bien une rétention déportée (p. 123).
- il est considéré que la dilution des produits avec les eaux d'extinction permet de limiter le risque d'incompatibilité chimique dans le bassin (p.103).

Cette conclusion interroge l'inspection sur la résistance du bassin aux produits chimiques en l'absence d'eau d'extinction d'incendie (lors d'un écoulement accidentel par exemple).

L'exploitant n'est cependant pas en mesure de produire de justificatifs quant à l'adéquation entre le volume de produits stockés et le volume de la rétention ainsi que sur la résistance de l'étanchéité à l'action des produits.

Par ailleurs, lors de la visite l'inspection constate que le bassin déporté est rempli d'eau. L'exploitant précise que ce sont les eaux des pluies des derniers jours. Il débute la vidange en présence de l'inspection. Selon lui le bassin est dans tous les cas dimensionné de manière à ce qu'un fond d'eau soit présent (stabilité des berges). Le niveau de ce fond d'eau représenté par le bas de la tuyauterie de sortie mérite également d'être justifié au regard des constats ci-dessus.

Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du dimensionnement suffisant du bassin (volume et résistance) destiné à retenir, de manière déportée, les fuites de produits liquides du bâtiment de stockage des produits phytosanitaires ainsi que les eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour que la capacité du bassin ne soit pas réduite par l'accumulation d'eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 : L'exploitant a fourni les documents suivants le 12/04/2024 : - SOCOTEC Rapport de vérification électrique au 14/12/2023; - SOCOTEC Compte rendu de vérification électrique Q18 au 15/12/2023. Le rapport de vérification du 14/12/2023 présente plusieurs limites de contrôle (cf.p4): - absence d'examen visuel de l'intérieur des armoires électriques et d'essais des dispositifs différentiels (car pas de coupure totale permise par l'exploitant); - absence de vérifications des équipements « hors de portée » (hangar de stockage, hangar camions , stockage phytosanitaire, extérieur). [...]Constat : L'ensemble de l'installation électrique n'a pas pu être contrôlée.</p> <p>Suite au constat réalisé lors de l'inspection du 17/04/2024, l'exploitant a répondu le 12/07/2024 qu'un contrôle des installations électriques sera réalisé au 4eme trimestre 2024 afin de solder les non conformités constatées en 2023.</p> <p>Le 18/11/2024 il précise que les écarts ont bien été levés et que le rapport sera fourni dès réception de sa part.</p> <p>Lors de la visite du 20/03/2025, il fournit les rapport réalisé par l'entreprise SOCOTEC le 11/12/2024 ainsi que le rapport Q18 associé.</p> <p>Ces rapports ne mettent pas de non conformités électrique en évidence et le Q18 conclut à</p>

l'absence de risque d'incendie et/ou explosion.

Néanmoins l'inspection constate que le rapport de contrôle électrique présente les mêmes limites d'intervention qu'en 2024, qui avaient fait l'objet de l'écart constaté : équipements "hors de porté" ou "inaccessibles" non contrôlés.

Le constat de la visite d'inspection du 17/04/2024 est maintenu.

Constat: l'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires afin que l'organisme puisse réaliser le contrôle des installations électriques sans limite d'intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent

Constats :

<p>L'établissement ne dispose pas de plan spécifique représentant les zones à risque d'incendie ou explosion.</p> <p>Il existe néanmoins des plans dans le POI (version de septembre 2021) permettant de repérer les différentes zones du site et en particulier les deux cellules de stockage de produits dangereux. Comme détaillé dans le point de contrôle n°3, ces plans ne prennent pas en compte les évolutions du site en 2024.</p> <p>Sur site, l'interdiction d'apporter du feu est bien affichée à l'entrée des bâtiments de stockage, accompagnée d'autres consignes telles que les consignes d'évacuation ou des consignes de stockage.</p> <p>Aucun affichage n'est présent au niveau des nouveaux bâtiments.</p> <p>Par ailleurs, si les consignes sont bien présentes, la nature du risque n'apparaît pas clairement.</p> <p>Constat: aucun plan ne permet de repérer les zones à risque sur l'ensemble du site. Par ailleurs, ces zones ne sont pas repérées de manière claire sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni lors de l'inspection la "procédure de traçabilité de la délivrance du permis feu". Ce document explique les modalités d'intervention sur le site ainsi que le processus de validation associé. Elle mentionne notamment la réalisation d'un permis de feu si nécessaire.</p>

<p>L'inspection constate que cette procédure est succincte et ne détaille notamment pas les conditions requérant un permis de feu.</p> <p>L'exploitant précise que la majorité des interventions nécessitant un permis de feu sont réalisées en interne, ne nécessitant pas une procédure dédiée. Le personnel ayant en charge la validation des permis de feu a toute latitude pour juger de la nécessité ou non d'en produire. L'inspection constate par sondage que des permis de feu sont tout de même délivrés en interne.</p> <p>Sur site l'inspection constate la présence d'un affichage de l'obligation de permis de feu en entrée de bâtiment.</p> <p>Constat: Les consignes ne précisent pas les situations nécessitant la délivrance d'un permis de feu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Si l'interdiction de fumer est bien affichée sur le site, elle n'est pas formalisée dans une consigne. Par ailleurs elle est restreinte à l'interdiction de fumer et ne s'étend pas à l'interdiction d'apporter du feu.</p> <p>Constat: l'interdiction d'apporter du feu est limitée à l'interdiction de fumer et n'est pas formalisée dans une consigne de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement met en œuvre des permis de feu. Par sondage, l'inspection a regardé les informations disponibles sur celui produit le 23/07/2024. Sont précisés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les activités concernées : meulage et découpe • les horaires de début et fin de travaux : 13h30 à 15h30 • l'horaire d'inspection post travaux : 17h30 <p>Le document rappelle par ailleurs les consignes de sécurité sur le site et dans le cadre des travaux.</p> <p>Ces permis de feu ne comportent pas les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • moyens de prévention spécifiques mis en œuvre • matériels mis en œuvre <p>Constat: si un procédure permet bien d'encadrer les travaux par points chauds sur l'installation, le document permis de feu est à compléter par l'ensemble des informations figurant à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de plan de prévention pour les interventions d'entreprises extérieures sur le site. L'exploitant précise que le site n'accueille que peu d'entreprises extérieures. Lors de l'arrivée sur site l'inspection constate la présence d'une entreprise extérieure. L'exploitant précise qu'elle met en place le nouveau système de surveillance.</p> <p>Une procédure doit décrire dans quelles conditions un plan de prévention doit être rédigé pour le site.</p> <p>Constat: l'exploitant n'a pas présenté le plan de prévention de l'entreprise intervenant sur le site le jour de l'inspection</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Le permis de feu examiné par sondage lors de l'inspection met bien en évidence qu'une inspection est réalisée par le responsable de la signature du permis, à l'issue des travaux. Par ailleurs l'exploitant précise que chaque permis est scanné pour archivage, permettant d'en garder la trace. Constat: pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Existence d'une liste des éléments importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des EIS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers, la liste des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.
Constats : Constat de la visite d'inspection du 17/04/2024: L'installation ne dispose pas de liste régulièrement mise à jour des éléments importants pour la sécurité (EIS).

Suite à l'inspection du 17/04/2024, l'exploitant a répondu que la liste de ses EIS (éléments importants pour la sûreté) n'a jamais été mise à jour depuis son étude de dangers de 2006 car selon lui ces EIS n'ont fait l'objet d'aucune modification. L'inspection note cependant que la liste ne lui a pas été communiquée.

L'exploitant précise dans sa réponse du 18/11/2024 qu'il se tourne vers son bureau d'étude pour produire la liste. Aucun échéancier n'est fourni.

L'inspection a par ailleurs constaté que la mise à jour de la liste des EIS avait fait l'objet d'un courrier de demande de la DREAL du 2/12/2018. Celui-ci n'a fait l'objet d'aucune réponse de la part de l'exploitant.

Lors de la visite l'exploitant précise qu'à ce jour il ne dispose pas de la liste des EIS.

Constat: l'installation ne dispose pas de liste des éléments importants pour la sécurité (EIS)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Liste des équipements soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, PMII

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un **établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut** définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de

maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas examiné si des équipements techniques contribuant à des mesures de maîtrise des risques font appel à de l'instrumentation de sécurité soumises au PMII. Le cas échéant il transmettra la liste de ces équipements à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Nature et présence d'émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.2 et 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Emulseurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état,[...]</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :[...] - de réserves en émulseur d'une capacité de 750 litres adaptés aux produits présents sur le site ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que les émulseurs destinés à l'extinction incendie, disponibles sur site datent de 2008. Ce sont par ailleurs de émulseurs polyvalent fluoroprotéiniques.</p> <p>L'exploitant présente l'attestation d'essais de ces émulseurs (CNPP - 6/12/2001) dans laquelle ces éléments sont précisés.</p>

L'inspection interroge l'exploitant sur le fait que cet émulseur soit toujours utilisable compte tenu de son ancienneté. L'exploitant n'est pas en mesure de répondre.

Par ailleurs, l'émulseur étant un émulseur fluoroprotéinique, son utilisation sera complètement interdite à compter de juillet 2025 au regard du règlement délégué (UE) n° 2020/784 du 08/04/20 modifiant l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil aux fins d'y inscrire l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA. Leur remplacement et évacuation vers une filière de déchets dédiés est donc à prévoir.

Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'efficacité des émulseurs présents sur site qui datent d'il y a près de 20 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois